



Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 21 juillet 2016 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel

Réponse du SIPPEREC

Préambule :

Le SIPPEREC se félicite que la CRE rappelle page 4 de sa consultation que le coût des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les GRD d'électricité est, soit entièrement couvert par le TURPE, soit couvert en tout ou partie par le tarif de la prestation facturée par le GRD. Ce système permet en effet de distinguer les coûts qu'il convient de mutualiser entre consommateurs et ceux pour lesquels l'existence d'un signal prix individualisé et corrélé au coût effectif de la prestation est utile. Ce système clair permet de garantir la nécessaire péréquation des coûts et une individualisation de la répercussion du coût de certaines prestations.

L'exhaustivité des prestations annexes permet par ailleurs d'assurer la transparence vis-à-vis des consommateurs et constitue une garantie pour que les gestionnaires de réseau de distribution ne s'appuient pas sur leur monopole pour développer des prestations du champ concurrentiel.

Question 1 : Êtes-vous favorable à une tarification à 17,00 € des prestations susmentionnées lorsqu'elles sont réalisées par télé-opération ?

Ainsi qu'il l'a déjà exprimé dans une précédente consultation de novembre 2013, « le SIPPEREC est favorable à ce que le coût des prestations qui n'entraînent aucun déplacement avec Linky soit supporté par l'ensemble des usagers via le TURPE ». Or ici la CRE envisage de facturer au consommateur 17 € pour les prestations de « modification de formule tarifaire d'acheminement » et de « modification du dispositif de comptage sur réducteur », afin de couvrir les coûts des taux d'échec de télé-opération et la durée des interventions qui font suite. Or en toute logique le coût induit par ces défaillances doit déjà avoir été intégré dans le coût global des compteurs communicants, étant évident que les télé-opérations ne fonctionneront pas à 100%. Le déploiement des compteurs communicants fait déjà l'objet d'une tarification TURPE *ad hoc* répercutée sur l'ensemble des consommateurs. Il serait tout à fait anormal que le consommateur paie deux fois les conséquences de la non opérabilité d'opérations à distance pour un compteur communicant.

Qui plus est, comment le consommateur pourrait-il comprendre qu'il lui faut payer pour une prestation réalisable à distance mais que, du fait d'un taux de défaillance, il faut prévoir le coût du déplacement et que ce dernier n'est pas inclus dans le coût global ?

Le SIPPEREC est donc défavorable à une tarification des prestations susmentionnées lorsqu'elles sont réalisées par télé-opération.

Question 2 : Êtes-vous favorable à une facturation au tarif de 64,00 € de toutes les prestations de modification de puissance souscrite pour les points de connexion en BT > 36 kVA et HTA ?

L'existence d'un signal prix pour changer de puissance peut être un frein au bon dimensionnement des réseaux et à l'efficacité énergétique.

Par ailleurs, durant la période couverte par le TURPE 5, le taux de déploiement des compteurs communicants devrait considérablement augmenter, réduisant le coût effectif moyen du changement de puissance, ce dernier pouvant être de plus en plus réalisé sans déplacement.

Pour ces raisons, le SIPPEREC est défavorable à la facturation des changements de puissance, dont le coût devrait être couvert par le TURPE et réparti sur l'ensemble des usagers.

Si la CRE souhaitait néanmoins poursuivre dans l'idée d'une facturation des changements de puissance, il serait intéressant :

- Que le coût prenne en compte le déploiement des compteurs communicants et soit révisable annuellement. On peut se demander si le coût de 64 € par changement de puissance a été calculé sur des données de 2014 ou 2015 et de sa représentativité à horizon de 5 ans dans un moment de changement technologique important du réseau.
- D'envisager une solution dans laquelle un changement de puissance gratuit serait autorisé pour une période de 12 mois glissants, les suivants étant facturés.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la mise en place des prestations de transmission de données proposées ci-dessus ?

La CRE a rappelé que l'utilisateur doit avoir accès sans frais à l'ensemble de ses données de consommation. Le SIPPEREC partage ce point de vue et insiste sur le fait que l'utilisateur ou un tiers autorisé par celui-ci doit avoir accès par défaut à l'ensemble des données disponibles sur sa consommation et son contrat d'acheminement à titre gratuit.

Le SIPPEREC est particulièrement attaché à ce que les usagers s'intéressent davantage aux données de l'énergie, et souhaite que cet intérêt ne soit pas freiné par des contraintes financières telles qu'un prix d'entrée ou un prix mensuel dissuasifs. En effet, le Syndicat considère que la sensibilisation des usagers peut entraîner des actions individuelles de maîtrise de l'énergie au service de la transition énergétique sur le long terme.

Enedis propose de mettre en place des prestations annexes gratuites pour la transmission de données ponctuellement, ou aux rythmes mensuel et hebdomadaire. De même, Enedis prévoit un accès gratuit permettant la consultation de ces données. Cependant, Enedis souhaite rendre facturable la transmission quotidienne des données de consommation.

Le SIPPEREC demande à ce que la CRE soit vigilante sur l'élaboration de ces tarifs et à ce que ceux-ci ne soient pas supérieurs aux surcoûts réels engendrés pour le gestionnaire Enedis. En effet, la facturation de 0,17 centimes d'euros par rapport quotidien (soit 5€/mois) paraît bien supérieure au coût réel auquel le GRD est exposé. Par ailleurs, la facturation de faibles montants n'est pas économiquement souhaitable : le coût de gestion de cette facturation peut être plus important que le coût de la prestation réalisée.

Enfin, le SIPPEREC demande à ce que la CRE reste également vigilante sur le maintien de la gratuité de la remontée des données lorsqu'elles sont récupérées directement sur le compteur par un tiers. En effet, le SIPPEREC est très favorable au maintien de la possibilité pour les clients de récupérer des données brutes (dont ils sont propriétaires), sans passer par le gestionnaire de réseau. Cet accès aux données directement sur le compteur est actuellement possible avec les dispositifs de comptage existant. Il serait dommageable qu'à la faveur du déploiement de LINKY, l'accès aux données directement sur le compteur soit alourdi avec des procédures à caractère administratif.

Par ailleurs, et dans une optique d'améliorer la connaissance de leur territoire et de favoriser les démarches de maîtrise de l'énergie, le SIPPEREC demande que les AODE puissent bénéficier gratuitement à l'ensemble des données de consommation de leur territoire aux pas mensuel, hebdomadaire et quotidien, en exploitant les mêmes canaux de diffusion que les utilisateurs et les tiers autorisés..

Question 4 : Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation de la transmission récurrente de la courbe de charge ?

Le SIPPEREC est défavorable à toute tarification d'activation de la transmission récurrente de la courbe de charge.

Outre la fiabilité de la tarification, l'intérêt principal pour les consommateurs apporté par les compteurs communicants est la possibilité de commander des prestations sans qu'un déplacement de technicien ne soit nécessaire et d'avoir accès à ses données de consommations.

Introduire un tarif pour activer l'envoi de la courbe de charge revient à introduire un coût d'entrée pour l'utilisateur qui souhaite s'intéresser de plus près à sa consommation et éventuellement l'optimiser dans une logique d'efficacité énergétique. Introduire une facturation de cette prestation pourrait donc avoir un effet désincitatif aux actions de maîtrise de l'énergie.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation d'un calendrier tarifaire spécifique au fournisseur ?

Le SIPPEREC est favorable à ce que les fournisseurs puissent proposer des calendriers tarifaires différents.

Cependant, la facturation proposée qui serait liée au changement de fournisseur est un frein à la concurrence.

Le SIPPEREC est donc favorable à ce que cette prestation puisse être réalisée gratuitement une fois par an (et par conséquent financée par le TURPE). Chaque changement supplémentaire dans les 12 mois qui suivent pourrait être facturé 17 euros.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une prestation de relève à pied ?

Le SIPPEREC partage l'avis de la CRE et est favorable à la mise en place d'une tarification de relève à pied si toutes les démarches pour poser un compteur évolué ont été réalisées, et que l'absence d'installation du compteur évolué est bien imputable à un refus de la part de l'utilisateur.

Il conviendra donc de s'assurer que les usagers à qui cette prestation « relève à pied » est facturée ne sont pas dans une des situations suivantes indiquées par la CRE dans le document de consultation (page 4/13) :

- « impossibilité technique (« zones blanches ») :
- point de comptage non accessible par le GRD pour la pose du compteur évolué ou l'activation du dispositif de télécommunication. »

Aussi le SIPPEREC propose de demander au GRD d'adresser aux AODE :

- la cartographie géo référencée des zones blanches
- un état présentant, par concession, les usagers pour lesquels la prestation « relève à pied » est facturée, la localisation du point de comptage (permettant de vérifier qu'il se situe ou pas en zone blanche) et les critères qualifiant l'accessibilité du compteur et les dates et formes (téléphone, courrier, mail,...) des différentes relances effectuées auprès de cet usager pour l'installation de son compteur.

Lorsqu'une AODE, à la faveur de cette opération de contrôle de l'activité du GRD concessionnaire, ou le médiateur de l'Energie, saisi par un usager, a connaissance de l'application non justifiée de la prestation « relève à pied », la CRE en sera informée et une pénalité sera appliquée au GRD.

Le SIPPEREC considère que seul un contrôle local, organisé par les AODE, est en capacité de détecter d'éventuelles anomalies dans la mise en œuvre de cette prestation et ainsi inciter le GRD à engager toutes les actions de relance nécessaires au déploiement du compteur évolué.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la facturation au tarif « sans déplacement » des prestations impliquant un déplacement uniquement pour activation du dispositif de télécommunication ?

Le SIPPEREC partage l'analyse de la CRE et considère qu'il est nécessaire de garantir l'absence de facturation de la mise en place du dispositif de télécommunication dans tous les cas.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour la prestation annuelle de décompte ?

Le SIPPEREC s'interroge sur la possibilité de mettre en place une prestation annuelle de décompte, de même d'ailleurs que la CRE lorsque celle-ci redoute que la mise en place de cette nouvelle prestation annexe puisse « *générer des effets d'aubaine, qui pourraient à terme remettre en cause l'application du principe de péréquation tarifaire* » en développant des réseaux privés de distribution d'électricité.

Sur ce point, en effet, le développement de réseaux privés ou réseaux fermés de distribution, s'il a été autorisé en droit de l'Union européenne (bien que pour l'heure sans transposition en droit français d'un régime général encadrant de tels réseaux fermés), demeure limité à des cas bien précis qui excluent l'approvisionnement de clients résidentiels (voir article 28 de la directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 *concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité*, relatif aux réseaux fermés de distribution).

Or, la prestation annexe envisagée vise précisément des quartiers et immeubles d'habitation raccordés au réseau public en un seul point, chaque occupant étant ensuite facturé en décompte.

Et, même assortie de critères ayant vocation à limiter leur développement, la prestation envisagée conduirait à la création de réseaux fermés de distribution à destination de clients résidentiels, pourtant exclus de l'article 28 de la directive 2009/72/CE du 13 juillet 2009 précitée.

Enfin, et en tout état de cause, la fourniture de cette prestation de décompte ne pourrait être instaurée qu'avec l'information préalable des autorités concédantes en application des cahiers des charges de concession qui les lient à leur concessionnaire en charge du développement et de l'exploitation de leur réseau public de distribution d'électricité (voir notamment le dernier alinéa de l'article 24 du cahier des charges type négocié en 1992 entre la FNCCR et EDF, qui stipule : « *Toute rétrocession d'énergie électrique par un usager à quelque titre que ce soit, à un ou plusieurs tiers, est interdite, sauf autorisation préalable du concessionnaire donnée par écrit, dont l'autorité concédante sera informée* »).

Question 9 : Êtes-vous favorable à la mise en place des formules tarifaires envisagées par la CRE pour les pré-études concernant des projets d'infrastructure de recharge de véhicules électriques ?

La prestation annexe proposée consiste à communiquer aux porteurs de projets d'infrastructures de recharge de véhicules électriques des informations relatives à l'impact qu'aurait leur projet sur le réseau de distribution publique compte tenu de l'état de charge de ce réseau.

Cette prestation serait sollicitée en amont de la demande d'autorisation d'urbanisme et de la demande de raccordement. Le porteur d'un projet d'infrastructures de recharge indiquerait à Enedis l'implantation des points de recharge qu'il envisage. En réponse Enedis préciserait si des travaux sur le réseau seront nécessaires pour raccorder ces nouveaux usages éventuels.

Comme il l'avait fait lors de la consultation organisée en avril et mai 2015 par la Commission, le SIPPEREC relève, en premier lieu, que la communication d'informations sur des projets potentiels susceptibles d'avoir un impact sur le réseau présente un intérêt manifeste pour Enedis. En effet, ces informations lui sont précieuses pour assurer sa mission de développement du réseau : il lui est ainsi possible d'anticiper et de mieux coordonner des travaux sur le réseau, générant potentiellement des économies.

Le SIPPEREC constate que le fait d'engager un dialogue avec le concessionnaire en amont d'un projet peut devenir une prestation payante pour le porteur de projet, sans prendre en compte le fait que ce dialogue est un facteur facilitateur pour le gestionnaire du réseau dans la réalisation de sa mission.

En second lieu, il convient de souligner que la mesure de l'impact d'un projet de création d'infrastructure de recharge sera à mener, en tout cas, par Enedis, lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme. Cette étude est alors couverte par le TURPE. Enedis pourrait donc être rémunérée deux fois pour cette étude :

- une première fois pour la réalisation de la prestation annexe proposée;
- une seconde fois, lors de l'instruction du dossier d'urbanisme, en amont de la demande de raccordement.

Enfin, il apparaît également que, pour les projets dont les porteurs auraient sollicité une étude préalable dans le cadre de la prestation envisagée, Enedis disposerait déjà des éléments d'analyse et l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme et de raccordement ultérieures pourrait dès lors être traitée plus aisément. Les porteurs de projet pourraient en conclure qu'il est souhaitable, pour voir leur dossier traité plus rapidement, de solliciter et de régler la prestation d'«analyse de faisabilité de l'implantation de stations de recharge de véhicules électriques» auprès d'Enedis.

La prestation dans ce cas deviendrait ainsi une étape supplémentaire dans la gestion de ces projets, ajoutant un coût à l'opération globale pour le demandeur, sans pour autant que son utilité soit démontrée.

Cette prestation pouvant à ce jour être réalisée par d'autres sociétés auprès des porteurs de projet, cette prestation porte atteinte au fonctionnement de ce marché : Enedis dispose d'un avantage puisque les porteurs de projet pourraient en conclure qu'ils ont intérêt, afin de faciliter le raccordement ultérieur de leur projet au réseau public, de solliciter Enedis et non les sociétés qui proposent actuellement cette même prestation.

Dans ce contexte, le SIPPEREC renouvelle un avis défavorable à la mise en place d'une prestation annexe de pré-étude pour les projets d'infrastructure de recharge de véhicules électriques.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la mise en place de la prestation « Transmission de données à la maille d'un immeuble », dans les conditions décrites ci-dessus ?

Le SIPPEREC, comme l'envisage la CRE, est favorable à la mise en place de cette prestation accessible sans frais, puisque l'essentiel des frais qu'elle engage sont des frais de facturation.

Cette prestation pourrait être réalisable dans un délai d'un mois maximum plutôt que dans un « délai standard de réalisation » d'un mois comme l'envisage la CRE.